

«BILLARDON, HISTOIRE D'UN GRAND ENSEMBLE»

Sylvain TABOURY, sociologue, enseignant à l'école d'architecture de Versailles. Co-auteur avec Karine Gougerot, photographe, de *Billardon, histoire d'un grand ensemble*, paru aux éditions Créaphis en 2004.

Texte communiqué à partir de la rencontre-débat du 20 mai 2005
Organisée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne en partenariat avec Maison de Banlieue et de l'Architecture, le CAUE 91 et CINEAM dans le cadre de l'exposition «Des ensembles assez grands: mémoire et projets en Essonne».

Cet ouvrage retrace l'histoire de la cité Jean-Billardon, barre de 14 étages et de 250 logements, à Dijon, premier grand ensemble de la ville, construit entre 1953 et 1955, démoli en 2003.

Sélectionné parmi les immeubles significatifs de l'architecture du xx^e siècle par la direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) du ministère de la Culture, Billardon était un symbole incontournable de l'histoire du quartier des Grésilles et de l'agglomération dijonnaise, ainsi qu'un formidable témoin de l'architecture novatrice de l'après-guerre.

Sollicités par le service Inventaire de la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne (Drac) et par l'Office public d'aménagement et de construction de Dijon (Opac), dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain (ORU) du quartier des Grésilles, nous avons collecté et rassemblé, de janvier à juillet 2003, les traces de cette histoire, les archives, mais aussi les témoignages, recomposant des trajectoires familiales, professionnelles, des documents iconographiques et sonores.

La restitution auprès des habitants et des partenaires du projet en octobre 2004, accompagnée d'une table ronde avec différents intervenants et acteurs du quartier, a été un moment fort, inscrit dans le processus de transformation engagé sur le quartier des Grésilles.

Une exposition, intitulée «Mémoires de Billardon, fragments de vies», a également été présentée dans les locaux prestigieux du musée de la Vie bourguignonne de Dijon, du 14 octobre 2004 au 31 janvier 2005.

Garder une trace

De fait, la démolition de la Cité Billardon, le 4 juillet 2003, restera sans aucun doute un événement sensible dans la mémoire de nombre d'habitants de l'agglomération dijonnaise.

Cette barre fut la première construction d'un tout nouveau quartier – le quartier des Grésilles –, à Dijon, où près de 4 000 logements ont été construits

entre 1953 et 1966 – 14 970 habitants en 1968, 8 263 en 2003 – sur un terrain agricole demeuré nu, à l'est du territoire communal.

Les 14 étages et 250 logements de l'immeuble, élevés au milieu des champs et des jardins familiaux, où un écriteau « Chasse interdite » était encore visible quelques années auparavant, faisaient alors l'admiration des très nombreux badauds venus visiter cette toute nouvelle Cité radieuse, construite tel un Meccano de béton et d'acier.

« Immeuble révolutionnaire », « Meccano géant à l'échelle du monde moderne », les titres de la presse de l'époque donnent un aperçu de l'impact national et international de l'événement. « Des visiteurs étaient venus de toute la France et même de l'étranger, jeter un coup d'œil au chantier », rappelait un article de la presse locale le jour de la démolition.

Cette « barre » de 14 étages et de 250 logements, desservis par des coursives placées tous les trois niveaux, était une déclinaison appauvrie du modèle de la Cité radieuse du Corbusier, inaugurée le 14 octobre 1952.

Les appartements étaient de deux types : les uns de deux et trois pièces, situés dans les ailes, de disposition traditionnelle, orientés au sud et pourvus de loggias ; les autres, de cinq pièces, situés au centre du bâtiment, du type « duplex ». Huit espaces commerciaux avaient été aménagés en rez-de-chaussée.

Cependant, en dépit des ressemblances et de la qualité architecturale de l'édifice, l'immeuble n'était pas une unité d'habitation au sens où Le Corbusier l'entendait.

L'originalité de la Cité Billardon tient en réalité au procédé constructif qui fut utilisé lors de son édification. Elle fut la toute première à expérimenter en France le procédé de préfabrication Estiot, réutilisé par la suite pour la construction de plusieurs grands ensembles, comme le Noyer-Renard à Athis-Mons, la Cité des 4 000 à la Courneuve, la Grâce-de-Dieu à Caen, la Croix-des-Oiseaux et Champ-Fleury à Avignon, le Gros Buisson à Épinay, Sainte-Barbe à Metz, le Haut-du-Lièvre à Nancy, les tours du Lancy à Genève ou encore des bâtiments d'habitation à Alger.

Le mode constructif, repris sur celui des gratte-ciel américains, associait l'acier en ossature et le béton en pré-enrobage avec une majeure partie réalisée en atelier. Le procédé donnait des résultats évidents : précision remarquable, rapidité d'exécution, peu ou pas d'installations de chantier – suppression des coffrages, des étais, des échafaudages – et surtout économie considérable de main-d'œuvre. Il s'agissait des prémices d'industrialisation dite lourde du bâtiment.

Forte de cette première expérience, la commune avait ensuite réalisé deux autres cités de même type, Épirey, puis Lochères. Mais le modèle de Billardon fut perverti : dans une logique de réduction des coûts de production et de rapidité d'exécution, tous les espaces peu productifs comme les logements en duplex, les cellules commerciales, ou les très grands halls, ont été supprimés. Les deux cités comprennent 348 logements, relativement mal desservis et sans attrait, des petits logements sur un seul niveau.

La démolition de Billardon n'a donc évidemment pas la même signification,

ni les mêmes conséquences que celles d'Épirey ou des Lochères, déjà démolies en 1992 et 2000.

Cet immeuble possédait une fonction symbolique incontestable, une place à part dans la vie des résidents qui s'y sont succédé, comme dans la mémoire des habitants du quartier.

Les récits que nous avons pu recueillir auprès d'une trentaine d'anciens résidents de l'immeuble nous offrent différentes représentations de l'histoire de Billardon, et des personnes qui y ont vécu ou travaillé d'avril 1955 à décembre 2002.

Les témoignages des plus anciens, arrivés parmi les premiers, en 1955, répondent aux histoires des plus jeunes, derniers occupants du rafirot, aujourd'hui démoli.

Ils sont venus d'horizons divers, de Côte-d'Or, de Bretagne, d'Alsace, de la région parisienne, du Maroc, d'Algérie, du Portugal, du Cambodge ou d'ailleurs et leurs paroles traduisent l'enracinement profond de leurs souvenirs de Billardon, que certains n'auraient jamais voulu quitter.

Bien sûr, la mémoire n'est pas « objective ». Le discours s'élabore toujours à partir d'un présent et la disparition engendre certainement une nostalgie conduisant à magnifier les bons moments et à tempérer les plus pénibles.

Mais en faisant implorer Billardon, c'est bien tout un pan de leur vie que l'on a réduit en poussière. Chaque témoin traduit avec ses mots ces petits faits de la vie quotidienne, souvent jugés sans importance, petits riens ou traumatismes, anecdotes ou événements tragiques, qui ont marqué leur sensibilité.

« Une verrue dans le quartier »

C'est pour ces différentes raisons esthétiques, historico-culturelles – témoignage de l'histoire des villes – et socio-symboliques – mémoire des hommes – que la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) du ministère de la Culture avait décidé de répertorier la Cité Billardon parmi les immeubles représentatifs de l'architecture du xx^e siècle. L'immeuble avait reçu le label « Patrimoine du xx^e siècle » à la fin des années 1990.

Or, ce processus de « patrimonialisation » était inconcevable pour de nombreuses personnalités locales, voire de nombreux habitants du quartier.

Stigmatisé comme une « verrue » dans le quartier, l'immeuble était devenu un véritable cauchemar : dégradations, violence, difficultés et « mal-vivre » constituaient le quotidien de locataires excédés, souvent « assignés à résidence ». Bagarres, agressions, cambriolages, drogue, vitres brisées, ascenseurs en panne, alimentaient manchettes de journaux et témoignages, décrivant le naufrage d'un immeuble à la dérive, devenu symbole de tous les maux. La démolition paraissait donc inéluctable, comme une délivrance, la promesse d'un avenir meilleur. Les partenaires institutionnels se devaient de mettre en scène leur capacité à changer la vie des habitants du quartier, réparer les erreurs d'une période de l'urbanisation contemporaine, dont Billardon était l'un des symboles les plus représentatifs.

L'idée d'une enquête ethnographique sur l'édifice et ses locataires avait donc

du mal à passer dans la réflexion de certains décideurs. La mise en œuvre du projet, initié par le service Inventaire de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) de Bourgogne, sur les budgets de l'opération de renouvellement urbain du quartier, fut bloquée administrativement pendant plusieurs mois. Entre-temps, tous les locataires de l'immeuble avaient été relogés... (la dernière famille quitte son logement le 23 décembre 2002).

Une histoire des grands ensembles ?

Le travail de recherche historique sur les grands ensembles est rendu aujourd'hui d'autant plus difficile à faire comprendre que la ville issue des Trente Glorieuses est souvent considérée, avec la politique publique qui l'a programmée, comme une vaste erreur collective (A. Fourcaut). L'architecture des « tours » et des « barres », du « chemin de grue », est encore presque unanimement déconsidérée, sans prise en compte de la qualité architecturale de certains ensembles de logements collectifs, ni des logiques sociales initiales et des contraintes techniques et économiques qui ont encadré le travail des constructeurs de l'époque.

Pourtant, depuis quelques années, à l'image de la Cité du 212 au Blanc-Mesnil, ou des Gratte-Ciel de Villeurbanne, inscrits à l'Inventaire des monuments historiques – auparavant seule la célèbre Cité radieuse du Corbusier, à Marseille, avait eu ce privilège – les historiens de l'art commencent à s'intéresser à l'architecture du logement social du siècle dernier.

De fait, la notion de patrimoine s'est considérablement élargie depuis trois décennies. Un élargissement à la fois conceptuel, avec le dépassement de la notion de monument historique, et un élargissement spatial, avec une vision plus diffuse du patrimoine, comme l'intérêt porté aux centres-villes, à l'architecture vernaculaire, aux paysages, etc.

Cette évolution est due en partie à l'apport de sciences sociales auparavant peu prises en compte dans la définition du concept de patrimoine – sociologie, ethnologie – ainsi qu'aux mutations culturelles opérées depuis les années 1970, concernant l'évolution de notre rapport à l'espace – préoccupation croissante pour l'environnement, le cadre de vie, la concertation. Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les élites techniciennes, politiques, intellectuelles, qui déterminent ce qui peut faire « patrimoine », le « bien commun » à transmettre aux générations futures : ce sont également les habitants et les divers groupes sociaux, qui deviennent des acteurs incontournables du processus d'identification.

C'est cette nouvelle approche qui permet aux objets de l'architecture du xx^e siècle de connaître progressivement différentes formes de reconnaissance. Cet intérêt s'est porté sur les édifices de la Belle Époque, de l'entre-deux-guerres, de la Reconstruction et commence à s'étendre depuis quelques années à l'architecture des Trente Glorieuses, dont les grands ensembles de logements collectifs. Le nombre croissant de travaux de recherche en géogra-

phie, histoire et sociologie, de monographies locales – Saint-Étienne, Villeurbanne, etc. – publiés ces dernières années sur ce thème en témoignent clairement.

Cependant, on est encore loin du compte. Si plusieurs urbanistes, historiens, géographes ou sociologues¹ ont récemment contribué à une meilleure connaissance du sujet au niveau national et international, l'histoire de ces quartiers d'habitat collectif reste un terrain largement méconnu, à peine exploré par les historiens locaux. En Essonne, à quelques exceptions près – Draveil, Viry-Châtillon, les Ulis, Athis-Mons ou Grigny –, rares sont les monographies ou les études locales à accorder une place de choix à l'analyse et à la présentation de ces bouleversements.

Les mauvaises volontés, auxquelles nous avons parfois été confrontés dans le cadre de nos recherches dans le département², témoignent des réticences que continue de susciter toute démarche d'enquête et d'analyse sur la mémoire et le devenir des grands ensembles.

La transformation en cours ou à venir d'une vingtaine de sites en Essonne dans le cadre du Programme national de rénovation urbaine, institué par la loi Borloo du 1^{er} août 2003, et la priorité donnée à la démolition-reconstruction, sur fond de crise du logement social, devraient pourtant poser avec plus d'acuité la question de l'appréciation de ce patrimoine départemental.

De nombreuses communes mobilisées dans des programmes d'intervention n'ont qu'une vision très partielle de l'histoire de ces quartiers, de leurs évolutions, dont les conséquences ne sont envisagées le plus souvent qu'à travers le prisme d'une crise sociale impossible à juguler. Or, n'est-il pas singulier, voire dangereux, d'entreprendre des opérations de transformation urbaine aussi radicales, sans même commencer par chercher à comprendre comment, par qui et pour quelles raisons ces espaces ont été construits ou transformés, sans évaluer dans certains cas l'impact des politiques précédemment engagées?

Richesse patrimoniale ou héritage encombrant, définir une nouvelle vision de la ville exige un travail d'enquête, d'expertise, une capitalisation des expériences, rarement mis en œuvre.

Et c'est sans doute là le talon d'Achille d'une politique de transformation urbaine menée dans l'urgence, qui ne peut se nourrir de capitalisation critique, et occulte le rôle crucial de l'accompagnement qualitatif et de la sensibilisation et/ou de la formation des élus, des services de l'État et des collectivités, des opérateurs et des aménageurs, des bailleurs.

Ces images devenues presque ordinaires de parpaings, pans de bétons fracassés, vitres brisées laissent songeur : quel regard les résidents – et notamment les plus jeunes – pourront-ils bien porter à l'avenir sur un environnement si violemment rejeté? Pourquoi respecter ce qui n'est bon qu'à être démoli?

1. Pour n'en citer que quelques-uns : FORTIN J.-P., *Grands ensembles. L'espace et ses raisons*, Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), 1997 ; PEILLON P., *Utopie et désordre urbains. Essai sur les grands ensembles d'habitation*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2001 ; DUFAUX F., FOURCAUT A., SKOUTELSKY R., *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980*, ENS éditions, 2003 ; TOMAS F., BLANC J.-N., BONILLA M., *Les grands ensembles, une histoire qui continue...*, Publications de l'université de Saint-Etienne, 2003 ; DUFAUX F., FOURCAUT A. (dir.), *Le monde des grands ensembles*, Créaphis, 2004.

2. « Pour une histoire des grands ensembles en Essonne », *Les Cahiers de la Maison de Banlieue et de l'Architecture*, n° 11, mai 2005.

Les enjeux du projet

À Dijon, le projet a mis de long mois à se concrétiser. L'enjeu de ce travail était double :

■ Un enjeu de connaissance et d'analyse de l'histoire et des différentes étapes de l'évolution urbaine et sociale de l'immeuble et du quartier, des vécus, trajectoires résidentielles et familiales des habitants de la cité. Il a été réalisé à travers :

- une recherche historique dans les archives du bailleur, de la commune, des journaux locaux, de l'agence d'urbanisme, etc., replaçant l'étude dans le contexte général de l'histoire de la France de la Reconstruction et des quarante dernières années ;
- une écoute, dévoilant les différentes représentations de ce quartier, non plus à partir de critères ou de théories de spécialistes, mais en suivant pas à pas (mot à mot) les trajets, les images qu'y déposent les habitants et les acteurs du quartier. Le travail artistique – photographies, textes – ayant alors pour fonction de réintroduire ces regards croisés dans la circulation de la ville, d'en faire des éléments de partage, de réflexion commune.

■ Un enjeu de concertation, d'information, de participation citoyenne et de dialogue, de prospective, ouvrant sur l'avenir du quartier, inscrit dans une démarche inter-partenaire et une problématique sociale et urbaine globale, issue de la démarche de renouvellement urbain.

Les modalités d'intervention

Durant les premiers mois de cette intervention, une recherche historique et sociologique a été menée au sein :

- des services de l'Opac : services archives, communication, gestion locative, antenne des Grésilles (correspondances, documents administratifs, études, documents de communication, enquêtes d'occupation, etc.) ;
- de la ville de Dijon : archives municipales (revues de presse, biographies, registres des délibérations municipales), bibliothèque, service communication, etc. ;
- de la Comadi (communauté d'agglomération) : archives (projets, notes, rapports d'études), collections iconographiques et cartographiques de l'Agence intercommunale d'urbanisme ;
- des familles et associations ou structures-relais du quartier : photos et films de familles, reportages photographiques, vidéographiques, bulletins associatifs, etc. ;
- de toute autre source d'information : archives du bien public, de l'étude de M. Beck (architecte de Billardon), centre de documentation du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (études, articles de revues spécialisées), Bibliothèque nationale de France, etc.

Ces recherches ont permis de retracer les différentes étapes de construction et de transformation de cet immeuble dans son territoire, ainsi que l'évolution de sa composition socio-démographique. Une iconographie importante a pu être collectée et répertoriée sur CD-Rom.

Une présence longue – deux à trois jours par semaine pendant cinq mois – a été assurée sur le terrain, favorisant notre immersion et l'observation du quotidien des habitants du quartier, le recueil d'une parole informelle, permettant d'explicitier notre démarche, ses objectifs, son intérêt, l'instauration d'une quotidienneté, de relations de confiance. Pour cela, une présence régulière aux différentes manifestations, aux réunions et aux événements publics liés au quartier et une fréquentation de lieux de rencontre et d'échanges préalablement identifiés ont été nécessaires.

Des rencontres collectives et individuelles ont été organisées avec les partenaires – associations, structures et personnes-relais sur le quartier – nous permettant d'être rapidement identifiés et de baliser précisément notre rôle – le rôle de chacun – dans le projet, de recueillir leur connaissance du terrain, leurs représentations et leurs réflexions sur le projet.

Les ateliers avec les techniciens, les élus et les associations concernées devaient définir précisément :

- les objectifs à court, moyen et, le cas échéant, long terme ;
- les actions à court, moyen et long terme ;
- les modalités de leur déroulement.

Ces rencontres avaient également pour objectif de faire fonctionner le « bouche-à-oreille », qui demeure bien souvent le principal vecteur d'information pour ce type de démarche. Elles nous permettaient également de nouer des premiers contacts avec les habitants et les personnes-relais impliqués dans la vie du quartier.

Ont été mis en œuvre :

- un moment de rencontre-discussion avec les habitants sous la forme d'une soirée projection-débat : présentation du travail de recueil de mémoire, personnes et structures porteuses, méthodes, finalités ; définition en commun des modalités de leur participation au projet.
- sollicitation et information de la presse locale (journaux, radio, télévision), des bulletins associatifs, de la communication institutionnelle (ville, communauté d'agglomération, bailleur, etc.) pour relayer et présenter le plus précisément possible la démarche entreprise et les personnes en charge de ce travail ;
- des entretiens compréhensifs, individuels, en couple ou en petits groupes sous la forme d'entretiens semi-directifs de type « récits de vie(s) », recueillis auprès d'habitants ou d'anciens habitants du quartier, de professionnels travaillant ou ayant exercé leur activité dans le quartier, d'élus ou de responsables associatifs.

Les entretiens ont été enregistrés et traités sur support numérique – mini-disc –, et les documents et les objets soigneusement inventoriés et/ou scannés.

Ces entretiens avaient pour objectifs d'enregistrer non pas l'histoire de ce quartier, mais la manière qu'avaient nos interlocuteurs de dire leur propre histoire, ce qui faisait mémoire pour ces personnes en contact étroit avec le quartier, natifs ou de passage, enracinés ou nouveaux venus. Il s'agissait de souvenirs, d'impressions d'enfance, de petits faits de la vie quotidienne parfois jugés sans importance, d'événements heureux ou tragiques, qui ont marqué leur sensibilité.

Cela supposait donc que l'on prenne le temps, précisément de parler et d'écouter. Les entretiens se sont déroulés de préférence au domicile des personnes, pas dans la rue ou une salle impersonnelle, mais dans la sphère privée plus à même de laisser subvenir ces épopées de l'intime.

L'objectif n'était pas de faire une archéologie du quartier, ni même d'enfermer nos interlocuteurs dans la norme de la personne-type qui habite un grand ensemble, mais bien de montrer que cet immeuble était composé de fragments de vies, de destins d'hommes et de femmes singuliers. Il s'agissait de montrer comment, à un moment donné, ces personnes, venues parfois d'horizons lointains, se sont arrêtées là et ont enrichi ce lieu de leurs histoires et de leurs trajectoires particulières.

Nous avons donc insisté sur les trajectoires familiales et professionnelles de chacun : origines, parcours résidentiels, étapes et ruptures de vies – mariage, naissances, emplois successifs, divorces, décès, etc. –, points de repères autour desquels chacun construit « son temps », étapes qui organisent la durée, le vécu familial, domestique, les faits d'une vie et les événements de l'histoire.

Le souvenir trouve également un support concret dans l'espace et les multiples bouleversements du bâti et du cadre de vie. Démolitions, reconstructions, aménagements, suscitent une perte de repères, et invitent d'autant plus à faire un travail de mémoire. Dans cette perspective, ont été évoqués les souvenirs attachés plus précisément au quartier des Grésilles et à l'immeuble Billardon.

Les personnes interrogées ont été invitées à s'appuyer le plus largement possible sur des descriptions détaillées (déménagement, logements successifs, accessibilité au travail ou aux équipements et services, nombre et identité des commerces, relations de voisinage, espaces collectifs), leurs pratiques (loisirs, vie scolaire, pratiques commerciales, etc.), les événements (fêtes, accidents, etc.) ou personnes marquantes ; leurs perceptions du quartier et de son évolution – qu'ils y habitent toujours ou pas –, leurs projections éventuelles dans l'avenir (liste de thèmes non exhaustive).

De février à juin 2003, une quinzaine d'entretiens ont pu être réalisés auprès d'une trentaine d'anciens locataires de l'immeuble, des premiers résidents de Billardon dans les années 1950 aux derniers occupants, récemment relogés.

Des outils pour l'action: la restitution

Tout au long de l'étude, nous avons rencontré et consulté régulièrement l'ensemble des institutions et des partenaires concernés par la démarche, afin de leur soumettre les premiers éléments de notre travail, recueillir leurs commentaires, leurs suggestions et critiques. Ces rencontres ont été l'occasion de partager une réflexion, d'élaborer des propositions de restitution aux différents publics.

Malgré nos craintes initiales, une restitution de qualité a pu être proposée aux habitants, grâce à l'implication très forte de l'Opac de Dijon, véritable porteur du projet, et dans une moindre mesure du service Inventaire de la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne.

Leur implication a permis de trouver différents partenaires financiers, comme la Caisse des Dépôts et Consignations ou la communauté d'agglomération.

De notre côté, sur la base du rapport et du reportage photographique que nous avons remis à nos commanditaires, nous avons pu convaincre les éditions Créaphis, reconnues pour la qualité de leurs publications de documents d'histoire, de sciences sociales et de photographie, de formuler une proposition éditoriale de qualité.

Sur la base de nos recommandations, deux pistes de restitution ont été privilégiées :

- une exposition, événement fort et fédérateur, pouvant susciter des échanges, des moments de rencontre entre habitants du quartier et résidents extérieurs, dans une optique d'ouverture du quartier au reste de la ville, les productions de certains groupes d'habitants pouvant être également valorisées, ainsi que les objets ou films recueillis dans le cadre du projet ;
- une publication, associant textes et documents d'archives sur l'histoire du quartier, une sélection de témoignages et de photographies professionnelles et amateurs, et accompagnant cette exposition, pour une diffusion plus large des résultats de l'opération, et une appropriation durable du projet par les habitants du quartier et les autres résidents de l'agglomération.

Cette restitution avait également pour objectif de mettre en lumière les différentes préoccupations des habitants, permettant aux acteurs de terrain de disposer d'une base de connaissances pour définir et programmer leurs interventions, à court, moyen et long terme.

Un tel travail fait émerger des représentations collectives, des divergences, des tensions qu'il faut savoir analyser et traiter pour améliorer les rapports sociaux et les conditions de vie des habitants.

Encore faut-il que ces paroles soient prises en compte pour permettre aux institutions de redéfinir leurs modes d'intervention sur la ville : vaste chantier...

Sylvain TABOURY,
sociologue, enseignant à l'école d'architecture de Versailles.